



Compte rendu du webinar :

Le pastoralisme, réponse à la crise multiple au Sahel ? (10 novembre 2020)

Ce webinar, organisé par Oxfam et Vétérinaires Sans Frontières, avait pour but de réunir des experts et des représentants de la société civile au Sahel pour échanger sur l'importance du pastoralisme, le rôle clé des communautés pastorales dans l'atténuation de la crise actuelle et la place à accorder à cette thématique importante dans les politiques belges.

Vous pouvez revoir l'enregistrement du webinar [ici](#).

Résumé des interventions

- **Mathieu Pellerin (France), Expert Sahel pour l'International Crisis Group**

M. Pellerin a présenté de manière générale la situation sécuritaire au Sahel, en se focalisant sur les facteurs qui sont à la base de l'instabilité de la région. Il a tout d'abord parlé du paradoxe sécuritaire qui existe aujourd'hui au Sahel : chaque succès militaire qui a pu être enregistré n'a pas amélioré la situation sécuritaire de façon substantielle et durable. Depuis début 2020, l'offensive militaire menée par la France par l'opération Barkhane a affaibli la branche saharienne de l'état islamique en Afrique de l'Ouest (EIGS). Cependant, on voit que les parties du territoire libérées du contrôle de l'EIGS ont vite été récupérées par le JNIM, la branche d'AQMI au Sahara. Ce regain de terrain s'est fait aussi avec le soutien des populations, traditionnellement plus rétives à l'EIGS dont les actions portent atteinte aux intérêts des communautés locales. D'après M. Pellerin, la fragilisation de l'Etat islamique au Sahara n'est pas seulement le fait de l'opération Barkhane, c'est aussi lié au fait que le JNIM combat l'état islamique depuis le début de l'année. C'est le JNIM qui a chassé l'état islamique du centre de Mali, du Gourma malien mais aussi du Sahel et du Centre Nord du Burkina Faso. Les succès enregistrés ne sont donc pas seulement le fait d'interventions militaires mais aussi de divisions entre les groupes djihadistes. Ceci dit, il y a quand même une diminution des attaques contre les forces de l'ordre et de sécurité depuis janvier 2020, à l'exception du centre du Mali. Notamment dans la zone de Liptako et autour de Tillabéry, on observe une baisse significative des attaques.

Selon M. Pellerin, cela signifie que les groupes armés attendent que l'intensité des opérations diminue. Entretemps, ils s'adaptent aux dispositifs de sécurité en se reconstituant et en recrutant de nouveaux membres. D'après lui, c'est bien là tout le problème au Sahel : tant qu'on ne règlera pas le problème du recrutement par ces groupes, on ne pourra jamais résoudre la situation.

Pour mieux comprendre les raisons pour lesquelles la population rejoint les mouvements djihadistes, M. Pellerin rappelle que :

- Les insurrections dites « djihadistes » au Sahel sont le résultat de groupes qui ont pris les armes soit pour se défendre face aux autres groupes armés qui existaient bien avant les groupes djihadistes, soit pour se révolter contre un système de gouvernance en crise profonde qui produit des injustices judiciaires, politiques et socio-économiques. La motivation religieuse intervient plutôt après le recrutement.



- Le moteur de la violence actuelle se trouve davantage au niveau des exactions perpétrées par les groupes d'auto-défense et des armées nationales contre les civils. Ces exactions sont motivées par un manque de compréhension entre ceux qui peuvent être considérés comme djihadistes et ceux qui ne le sont pas. Cela renvoie aussi à la question de la collusion passive au djihadisme. Ce manque de compréhension doit être considéré avec beaucoup plus d'attention parce que cela permet d'expliquer la perpétuation des exécutions : certains diront que ce sont des civils innocents, d'autres diront qu'ils étaient suspectés de collaborer avec les djihadistes.

Selon M. Pellerin, ce sont donc avant tout les violences contre les civils qui motivent des individus à prendre les armes pour se venger et c'est bien cela qui nourrit le recrutement des djihadistes aujourd'hui. A ce titre, il est important de mentionner que l'immense majorité de personnes exécutées sont des éleveurs pasteurs, majoritairement des Peulhs mais aussi des Touaregs. La fracture entre l'Etat et ses communautés ne cesse de s'aggraver, et plus la lutte terroriste passera par des violences indiscriminées à l'encontre des membres de ces communautés, plus la fracture avec l'Etat s'agrandira.

M. Pellerin a conclu avec trois recommandations :

1. Il faut rééquilibrer les réponses essentiellement sécuritaires qui sont apportées aujourd'hui avec des réponses politiques. Il faut des réformes politiques qui permettent d'attaquer les injustices et inégalités horizontales entre groupes sociaux (éleveurs).
2. La réponse politique implique aussi une amélioration de la gouvernance de la sécurité. Cela renvoie à des tentatives de limiter les exactions des forces de l'ordre et de sécurité et plus de régulations pour les groupes d'auto-défense.
3. Enfin, il faut entrer en dialogue avec les groupes djihadistes en utilisant des approches différentes en fonction des différents niveaux.

- **Abas Mallam (Niger), secrétaire général du Réseau nigérien pour la gestion non violente des conflits (GENOVICO) et membre de la Coalition Citoyenne pour le Sahel**

M. Mallam a appelé à un changement de notre perception du pastoralisme : il ne s'agit pas juste d'un système productif mais bien d'un mode de vie à part entière. Selon lui, c'est cette conception qui doit être intégrée dans les politiques publiques d'accès aux services de base. En outre, il ne suffit pas de répondre aux besoins des pasteurs à travers des politiques et des projets dédiés, mais il faut aussi les intégrer dans les stratégies nationales. En effet, les critères à la base des politiques publiques ne tiennent pas compte des particularités des zones où vivent la majorité de pasteurs. Les investissements publics se basent toujours sur le nombre d'habitants dans une région, et se font donc au détriment des zones pastorales souvent peu peuplées.

Selon M. Mallam, les modalités de lutte contre le terrorisme actuellement employées risquent de déstructurer ce mode de vie. Les groupes armés trouvent refuge dans des zones habitées par les pasteurs, qui se retrouvent ainsi entre deux feux : ceux des forces gouvernementales et ceux des groupes terroristes. Les éleveurs sont de plus en plus isolés du reste de la population, qui les soupçonne de faire partie de groupes terroristes ou de les soutenir. Par ailleurs, la dimension pastorale n'est pas bien exploitée dans la prévention et gestion des conflits communautaires. A cet égard,



construire un bon rapport entre les pasteurs et l'Etat peut mener à une diminution de la violence et des conflits. Cela implique également de rendre effectifs tous les dispositifs légaux existants visant à garantir la mobilité des pasteurs. Pour M. Mallam, il faut aussi revoir l'approche consistant à traiter le pastoralisme « séparément » des autres dynamiques socio-économiques.

- **Boubacar Cissé (Burkina Faso), coordinateur du Conseil Régional des Unions du Sahel et point focal du Réseau Bilital Maroobe au Burkina Faso**

M. Boubacar Cissé a analysé une autre dimension de la crise pour les communautés pastorales : [l'impact de la crise Covid-19 sur le pastoralisme dans la région du Liptako-Gourma](#). Cette région, à cheval sur les frontières du Mali, du Burkina Faso et du Niger, est extrêmement riche en ressources naturelles. Néanmoins, la situation actuelle ne permet pas aux communautés locales de vivre de ses richesses. La situation sécuritaire précaire, menace surtout les femmes et les enfants, qui sont victimes de viols et de violences physiques et n'ont pas accès à l'Etat civil.

Pour les éleveurs pasteurs, la crise sanitaire causée par le Covid-19 a eu un impact négatif, surtout au niveau économique. Comme toutes les écoles et les marchés à bétail ont été fermés, les laiteries locales et les pasteurs ont perdu leur principale source de revenus. En outre, le couvre-feu a bloqué l'accès à de nombreux pâturages. De manière générale, les besoins des pasteurs n'ont pas été pris en considération dans la formulation des mesures de lutte contre le Covid-19 : aucun soutien n'a été prévu pour venir en aide aux laiteries ou aux pasteurs qui ne pouvaient plus vendre leurs produits. Cela a mené au développement d'échanges illicites. Par ailleurs, les éleveurs ont eu beaucoup de difficultés à obtenir des informations sur le virus.

Pour M. Cissé, les partenaires techniques et financiers doivent soutenir et renforcer les acteurs locaux qui garantissent l'accès aux zones pastorales. Il faut également commencer à élaborer des politiques pour la réinsertion des déplacés internes et des réfugiés. Enfin, les pays occidentaux doivent réviser leurs politiques, en particulier les politiques commerciales relatives au lait, qui ont un impact négatif sur la région.

- **Hamado Ouedraogo (Burkina Faso), Directeur pays pour Vétérinaires Sans Frontières Belgique au Burkina Faso**

M. Ouedraogo a présenté [le travail de Vétérinaires Sans Frontières dans la région du Liptako-Gourma](#) en guise d'exemple de soutien aux communautés pastorales face à la crise multiple au Sahel.

Les défis sécuritaires, humanitaires et de développement amènent beaucoup de pasteurs à sédentariser une partie de leur famille, ce qui entraîne une désorganisation sociale des communautés pastorales. Dans ces conditions, les pasteurs perdent souvent accès aux marchés et leur rôle d'acteurs économiques.

Pour y remédier, Vétérinaires Sans Frontières met en place quatre typologies d'interventions. Premièrement, l'ONG organise des interventions d'urgence en soutien aux éleveurs pasteurs qui ont perdu leur capital productif en fuyant leur région d'origine. Il s'agit de comprendre ce dont ces éleveurs et leurs animaux ont besoin et ce qu'il faut faire pour reconstruire leurs moyens de



subsistance (renforcement de capacité techniques et cognitives, etc...) de manière durable. L'organisation propose également une réponse humanitaire pour favoriser l'autonomisation des réfugiés maliens et des populations hôtes vulnérables : plus de 3 500 familles ont ainsi reçu des chèvres ou des kits maraîchers au Mali, au Burkina Faso et au Niger. Ces interventions d'urgence et humanitaires doivent aussi s'accompagner de réponses structurelles pour renforcer l'économie locale à travers des investissements ciblés : aménagement d'infrastructures agropastorales, renforcement des postes vétérinaires transfrontaliers, etc. Grâce à ce type d'investissements, les jeunes pasteurs ne sont plus tentés de rejoindre les groupes djihadistes pour subvenir à leurs besoins. Enfin, l'ONG met également l'accent sur l'augmentation de la productivité des troupeaux (validation de modèles économiques porteurs, mise en place de systèmes de santé animale durables) et le plaidoyer pour la promotion du lait local. Malheureusement, ces interventions ne sont pas suffisantes et plus de fonds sont nécessaires pour développer ces réponses et soutenir de manière durable les pasteurs de la région.

- **Séverine de Laveleye (Belgique), députée fédérale belge à la Chambre**

Mme de Laveleye a donné un aperçu de la politique belge vis-à-vis du Sahel, une région qui représente des intérêts pour le Belgique au niveau de ses politiques de défense mais aussi et surtout à travers ses politiques de coopération et ses interventions humanitaires.

En matière de coopération au développement, le Mali, le Burkina Faso et le Niger figurent toujours parmi les pays prioritaires de la coopération belge, qui y emploie une approche spécifique pour les pays fragiles. Entre 2017 et 2019, la Belgique a financé des projets dans la région pour un montant de 144 millions d'euros. Elle a également renforcé le volet diplomatique : il existe maintenant trois ambassades belges dans la région. Le nouveau gouvernement a aussi augmenté de 8 millions d'euros le budget destiné à l'aide humanitaire en 2021 (initialement de 20 millions d'euros). Sur le plan sécuritaire, environ 200 personnes sont déployées dans des programmes de renforcement des capacités pour la force conjointe G5 Sahel, y compris des formations sur les droits humanitaires.

De son côté, le Parlement belge commence à s'intéresser à la dimension politique de la crise au Sahel. Une session conjointe des Commissions des relations extérieures et de la défense a eu lieu le 28 octobre à la Chambre des représentants pour discuter de la situation au Sahel, augmenter la compréhension des enjeux et planifier la rédaction de la stratégie belge et européenne au Sahel. Cependant, le gouvernement n'a pas encore clarifié comment ce processus de révision des stratégies sera mis en place et quel sera le degré d'implication de la société civile belge et européenne. Le Parlement pourra contribuer au débat sur la façon dont les stratégies de développement et de défense peuvent se renforcer mutuellement sans se chevaucher. A cet égard, le Parlement a déjà insisté pour que l'agriculture et la lutte contre la faim fassent partie intégrante des politiques de la coopération belge au développement : 15 % du budget sera alloué à ces deux thématiques.



Questions-réponses

- **Quels sont les budgets alloués actuellement par notre gouvernement pour l'aide au développement, en % du PIB ? Atteignons-nous la balise de 0,7% du PIB ?**

Séverine de Laveleye : En ce qui concerne le budget alloué à l'aide au développement, la Belgique est encore loin d'atteindre la balise de 0,7 % du PIB. En 2019, le budget alloué était de 0,42 %, avec une baisse par rapport aux années précédentes. Le nouveau gouvernement a déclaré vouloir accroître le budget pour la coopération au développement mais n'a pas spécifié si cela sera déjà le cas en 2021. Son objectif est néanmoins d'atteindre les 0,7 % d'ici 2030.

- **Pourriez-vous préciser les inégalités horizontales et verticales ainsi que leur impact ?**

Mathieu Pellerin : Les inégalités verticales touchent tous les individus d'une société et sont souvent de nature économique, alors que les inégalités horizontales s'exercent plutôt entre groupes sociaux ou au niveau territorial et sont davantage le résultat de politiques publiques déséquilibrées.

- **Peut-on dire que tous les groupes de combattants relèvent de ces deux grands groupes djihadistes EIGS et GSIM ?**

Mathieu Pellerin : Généralement, tous les groupes de combattants sont affiliés au EIGS ou GSIM, avec différents degrés d'autonomie, exception faite du Nigéria et du Lac Tchad où on trouve d'autres affiliations.

- **Sur la question du dialogue, comment obtenir des contacts des combattants sans passer par les chefs ? Et de l'autre côté, quelle partie du gouvernement malien ou burkinabé doit initier le dialogue ?**

Mathieu Pellerin : Les Etats n'ont aucune difficulté à prendre contact et dialoguer avec des acteurs intermédiaires ou des combattants de base. Ils le font à travers différents canaux qui sont parfois concurrentiels, ce qui rend le dialogue inefficace.

- **Est-ce que le fait de limiter la violence et l'insécurité aux djihadistes n'est pas limitatif car il y a des pratiques de banditismes de plus en plus importantes et qui ont un grand impact sur les éleveurs. Il s'agit surtout des enlèvements de personnes avec demande rançons, du prélèvement d'impôts sur les populations, le vol de bétail ?**

Mathieu Pellerin : La majorité de bandits sont aujourd'hui rattachés aux groupes armés car ces groupes ne laissent pas beaucoup de latitude aux bandits pour opérer individuellement. Par exemple, le vol de bétail est la filière de banditisme la plus répandue et la plus organisée, et il s'agit souvent de groupes armés ou même d'individus qui disent vouloir se venger du djihadisme, mais en réalité s'en servent comme alibi pour perpétuer leurs actions de banditisme. Les forces de sécurité du G5 Sahel peuvent combattre le banditisme pour regagner en crédibilité auprès des populations.

- **Parmi les mécanismes de gestion des conflits mis en place au Niger figure la Haute Autorité de Consolidation de la Paix. Comment cette structure est-elle perçue par les pasteurs ? Existe-t-il d'autres outils ou cadres prometteurs pour favoriser une meilleure prise en compte des besoins de ce public cible ?**



Mathieu Pellerin : la Haute Autorité de Consolidation de la Paix au Niger est la seule institution au Sahel qui a une véritable approche intégrée. Dans cette région, il ne s'agit pas seulement de problèmes entre pasteurs et agriculteurs mais aussi entre groupes d'éleveurs (par exemple entre Peulhs et Touaregs) et il est très difficile d'intervenir sans aliéner ou susciter des critiques dans ces différents groupes. En général, le principal problème pour la HACP est d'assurer la continuité de son approche (basée sur la non-violence, le dialogue, l'intégration, etc.), surtout quand les opérations militaires dominent l'agenda.

- **On assiste à une relance voire un réinvestissement par l'aide au développement des milieux arides sahéliens, délaissés depuis plusieurs décennies. Quel est votre point de vue sur les modalités de cette relance ? Voyez-vous un changement des référentiels de ces politiques/actions publiques ?**

Abas Mallam : Les stratégies du G5 Sahel et des partenaires pour le Sahel sont parfois peu efficaces car elles manquent de méthode et de vision claire.

- **Comment Vétérinaires Sans Frontières intègre le volet sécurité des pasteurs dans ses projets, eux qui sont présentés ici comme étant aussi la cible d'exactions multiples ?**

Hamado Ouedraogo : Vétérinaires Sans Frontières a intégré le volet sécurité des pasteurs par la mise en place d'un système d'information pour les transhumants. Celui-ci permet aux pasteurs d'avoir accès aux informations sécuritaires, pour compléter les informations qu'ils peuvent obtenir grâce à leur réseau traditionnel d'information.

- **Comment pensez-vous pouvoir renseigner les pasteurs sur les itinéraires "sûrs" ? Sur base de quelles sources ?**

Hamado Ouedraogo : Pour renseigner les pasteurs sur les itinéraires « sûrs », nous postons des collecteurs dans des sites stratégiques pour collecter les données relatives à l'accès aux ressources. Ces données sont ensuite examinées et filtrées avant d'être postées sur un serveur vocal accessible par téléphone. Le filtrage permet d'assurer la fiabilité de l'information avant qu'elle soit déposée sur le serveur interactif. Aussi, nous essayons de mettre en place des instances qui incluent toutes les communautés pour assurer la gestion non violente des conflits communautaires et entre éleveurs et agriculteurs. La participation des pasteurs dans ces instances reste cependant une difficulté majeure, ce qui renforce leur sentiment d'exclusion.